

LE QUARTIER LATIN

VOLUME 59,

18 OCTOBRE 1976 NO. 6

COMPTE RENDU DE LA MOBILISATION DU 14 OCTOBRE A L'U. DE M.



- RÉPONSE AU GMR 3
- MOBILISATION 14 OCTOBRE 4-5
- LUTTE DES TRAVAILLEURS POLONAIS 8



COURS DE . . .

POTERIE  MACRAME 

DANSE  MUSIQUE 

Le "Y"
5550 av. du Parc
271-2548

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT

Le coup de grâce



Peu importe l'occasion, la Téquila Sauza est toujours à la hauteur. Pas étonnant qu'elle soit, au Mexique comme ici, la préférée de tous.


TÉQUILA SAUZA
Numéro 1 au Mexique
Numéro 1 au Canada



Seven-Up MONTREAL L^{TÉE} LTD.

7UP • DIET 7UP • ROYAL CROWN COLA • DIET RITE COLA
DR PEPPER • SCHWEPES • WELCH'S • CIDRE DEUX MONTAGNES

3700 THIMENS BOULEVARD, ST-LAURENT, QUE. H4R 1T8
TELEPHONE 332-3770

 **SUBROSA**

La plus grande collection de livres français et anglais psychologie, parapsychologie, ésotérisme, science parapsychique.
—Catalogue sur demande—
Appelez: 733-6467 ou 481-3743
de 9h. à 17h.
C.P. 99 Côte des Neiges Montréal-Qué H3S 2S4

CODORNIU

c'est le soleil dans votre verre

591-D GRAN CREMANT \$4.15 (mousseux)
591-C GRAND CORDAY \$4.30 (brut)

De La Vigne
C.P. 275 671-4960
Saint-Lambert



LES BASSES MANOEUVRES DU GMR

Les militants du GMR dénoncent le sectarisme de l'équipe actuelle du Quartier Latin, qui loin d'ouvrir la porte à tous les intéressés adopte au contraire une politique de chapelle visant à baillonner les marxistes-révolutionnaires: obstruction systématique, restriction du droit de vote aux seuls collaborateurs "officiels" tous maoïstes, etc. Cette politique affaiblit les liens entre le QL et la population étudiante; elle constitue un danger pour l'expression politique sur le campus. Le Quartier Latin doit redevenir un journal de débats ouverts à tous les courants révolutionnaires.

Un tract du Groupe Marxiste Révolutionnaire (GMR) circulait il y a de cela deux semaines, sur le Campus de l'U de M, affirmant ce que vous pouvez lire ci-dessus. L'équipe du "Quartier Latin" désire rétablir certains faits.

1. Dès le troisième numéro, celui du 27-9-76, en réponse à un article d'un collaborateur intitulé "Le Jour et le P.Q.", le GMR attaquait l'ensemble de l'équipe: "Contrairement à une affirmation calomnieuse du "Quartier Latin" du 20 septembre, les marxistes révolutionnaires n'apportent pas de soutien ni critique ni d'aucune sorte au P.Q." Or il se fait que cette affirmation ne venait pas de l'ensemble de l'équipe, mais bien d'un seul de ses collaborateurs, auteur de l'article en question. Le GMR confond démagogiquement un collaborateur et l'ensemble de l'équipe.

2. Pour mettre un terme à la situation anarchique qui régnait au "Quartier Latin" pour ce qui est du statut d'un collaborateur, et de la préparation du contenu des numéros, l'équipe convoquait une réunion spéciale le 2 octobre. L'essentiel des discussions, et la proposition issues de la réunion furent publiées dans le "Quartier Latin" numéro cinq. L'équipe é-

tablissait ce qu'elle attendait de ses collaborateurs; rédiger des articles, participer aux débats, participer aux tâches techniques (principalement le montage et la distribution). Or il se fait que premièrement, les membres du GMR n'ont pas cru bon de venir à cette réunion, préférant spéculer sur leur dite expulsion, et que deuxièmement, jamais aucun membre du GMR n'est venu participer aux tâches techniques reliées à la publication des articles. Pour le GMR la participation au "Quartier Latin" se résumait à faire passer ses articles sans se soucier des tâches bien pratiques, telles le montage du journal, la correction des articles, la distribution, etc...

L'équipe n'a jamais baillonné le GMR au "Quartier Latin". Certains articles présentés par le GMR furent débattus, comme l'ensemble de tous les articles le sont, un fut rejeté parce qu'il était confus, comme d'autres articles le furent, et un fut publié même si l'ensemble de l'équipe aurait aimé qu'il soit retravaillé, comme cela arrive à d'autres aussi.

Le GMR répand le monolithisme politique des "maoïstes" de l'équipe. Rien de plus faux que cette affirmation, et les débats qui ont lieu à chaque réunion de l'équipe en prouvent la gratuité. Le "Quartier Latin" n'a pas l'intention de faire le jeu du GMR, si ces gens veulent venir participer, qu'ils respectent le mode de fonctionnement de l'équipe. Il n'y a pas deux politiques au "Quartier Latin", une pour le GMR et une pour les collaborateurs.

L'équipe du journal

L'équipe du "Quartier Latin" s'est réunie le 2 octobre pour clarifier le concept de collaborateur régulier. Ceci dans la perspective de l'amélioration continue du journal.

Un collaborateur régulier à l'équipe, en est un qui adhère à la ligne politique minimale du journal, produit des textes, participe aux débats sur le contenu du journal, participe aux diverses tâches techniques qui se rattachent à la production et à la distribution. La ligne minimale du "Quartier Latin", telle que publiée dans le premier numéro de la rentrée, s'articule autour de trois points fondamentaux: 1. la lutte contre l'école capitaliste. 2. appui aux luttes ouvrières, 3. appui aux luttes anti-impérialistes à travers le monde.

Afin d'établir le contenu de chaque numéro, les collaborateurs réguliers sélectionnent par voie de vote les textes à paraître.

Sur la base de ces clarifications, les collaborateurs réguliers de l'équipe sont présentement: André Lemire, Viateur Boutot, Pierre Duhamel, Claude Pécelet, Martin Thériault, et Jean Paquin.

En plus d'ouvrir l'équipe à tous les nouveaux collaborateurs qui voudraient s'y intégrer, "Le Quartier Latin" s'ouvre à toute collaboration spéciale de ses lecteurs, étudiants, employés, ou autres.

La discussion sur les textes à paraître a lieu le mardi soir à 6:30 au local 4023 du Pavillon des sciences sociales.

Adresse: 2322 Boul. Edouard Montpetit
Tél.: 733-5393-94

l'équipe du journal

Le Quartier Latin

VOLUME 59 18 OCTOBRE 1976
NO. 6

COLLABORATEURS:

Martin Thériault
Pierre Duhamel
Jean Paquin
Claude Pécelet

André Lemire
Viateur Boutot

Atelier de Composition DSC
Typesetting Inc.

Impression
Payette et Simms Inc.

Dépôt légal
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

COMPTE RENDU DE DU 14 OCTOBRE

Suite à la participation et à la mobilisation de l'Université de Montréal (étudiants et travailleurs) pour la journée de grève générale du 14 octobre, il est important de faire dans le présent numéro du "Quartier Latin", un premier compte-rendu factuel et chronologique des événements.

1- Le Comité de mobilisation

Dans la semaine du 27 septembre, un mouvement étudiant, à la base, organise dans les départements, des comités de mobilisation pour préparer la grève générale du 14 octobre. 5 départements: anthropologie, science politique, sociologie, histoire de l'art, sciences de l'éducation ont tenu des assemblées générales et mis de l'avant le mot d'ordre "Organisons des Comités de grèves étudiants", formulés par les Cercles de la L.C.(M.L.)C., dont celui de l'U. de M.

Les comités de mobilisation de ces 5 départements ont ensuite lié leurs efforts pour organiser et proposer des moyens d'action concrets pour préparer la mobilisation et la participation étudiante à la journée historique du 14 octobre. Ces moyens ont été la journée d'information en ateliers tenu le 13 octobre et la participation à la manifestation des centrales syndicales à Montréal, le 14 octobre, au Carré Viger.

2- Les Syndicats de l'U. de M.

Parallèlement à la formation des comités de grèves étudiants, 2 syndicats de l'Université de Montréal dont le S.N.E.U.M. (syndicat National des employés de l'U. de M., regroupant les employés de bibliothèques et cafétérias) et le 1186 (syndicat regroupant les employés d'entretiens) ont tenu des assemblées générales et ont voté pour le débrayage du 14 octobre. Le syndicat des employés de soutien, le 1244, a voté, mardi le 12 octobre, le débrayage. Simultanément, étudiants et travailleurs de l'U. de M. raffermissent leur détermination et leur solidarité face aux mesures Tru-

deau et à la crise capitaliste.

3- Assemblée Générale des Etudiants de la F.A.S.

Mardi le 12 octobre, le comité de coordination étudiant convoque une assemblée générale de la F.A.S. Plus de 300 étudiants étaient présents. 4 points majeurs figuraient à l'ordre du jour. En premier lieu, une représentante du comité de coordination étudiant, a donné un bref exposé sur les manifestations de la crise actuelle. Elle a exprimé en quoi la crise touchait les étudiants (chômage, crise du logement, dévaluation des diplômes, hausse des frais de scolarité) et comment la position étudiante devait se lier à la combativité ouvrière car c'est elle qui, en tant que classe, constitue l'avant-garde de la riposte face à la loi Trudeau et à la crise capitaliste et le pivot de la révolution socialiste. La fin du chômage, de l'exploitation, de l'inflation, seul le socialisme la garantit. La résistance étudiante doit donc s'organiser sur des bases claires, justes et révolutionnaires. Elle doit se lier à la classe ouvrière et sortir des conceptions réformistes, corporatistes qui vouent les revendications étudiantes à des échecs permanents. Il n'y a pas de solution étudiante à la crise.

Au deuxième point à l'ordre du jour, un représentant de la F.I.Q. a invité la communauté étudiante à se solidariser avec la classe ouvrière. Il a précisé que la seule journée de grève générale ne pouvait retirer la loi Trudeau mais qu'elle signifiait le début d'une large mobilisation et la préparation de la grève générale illimitée. Il a aussi témoigné des mesures répressives de l'Etat bourgeois face aux travailleurs. La loi Trudeau, a-t-il dit, n'est qu'une mesure répressive parmi tant d'autres qu'utilise la bourgeoisie. Les lock-out, les injonctions, les menaces en sont autant de preuves. A cette même occasion, une représentante de S.N.E.U.M. a fait mention du vote de débrayage dans son secteur.

Au troisième point, les représentants de différents départements ont situé leurs positions face au vote de débrayage du 14 octobre et à la journée d'information le 13 octobre.

Au quatrième point, l'assemblée étudiante a voté, par une très forte majorité, la tenue de la journée d'ateliers, le 13, et le vote de débrayage pour le 14. Des propositions concernant la participation étudiante aux lignes de piquetage des employés de l'U. de M. et la manifestation au carré Viger ont été adoptées.

4- Les ateliers d'information du 13 octobre.

La journée d'information qui s'est tenu le 13 octobre, a traité de deux thèmes principaux. Le premier thème: "Les étudiants et la crise" a situé les problèmes auxquels sont confrontés la majorité des étudiants en cette période de crise économique. Ainsi, on a fait ressortir, selon les statistiques du Centre de la Main d'Oeuvre du Canada, que sur un total de 95,000 finissants, 25% d'entre eux étaient des diplômés d'Université sans emplois et que 25% du total

mentionné sont des finissants sous-employés. Parmi les plus touchés, 32,000 proviennent des secteurs des Lettres et des Sciences-Humaines. De plus, des étudiants ont dénoncé le "Statut" artificiellement donné par l'idéologie bourgeoise aux intellectuels. Comme l'ont mentionné quelques uns, l'université est un lieu d'intégration bourgeoise qui tente de nier les contradictions de classes existant dans la société. D'autres étudiants ont dénoncé l'université comme plateforme reproductrice du système capitaliste où la formation donnée n'est orientée dans le sens de l'idéologie dominante.

Il a été signifié dans les ateliers que le mouvement étudiant devait se solidariser à la base et dans l'action avec le mouvement ouvrier. Ce n'est qu'en se basant sur un programme nettement défini auquel la classe ouvrière, l'avant-garde, s'est déjà engagée, que l'on peut et que l'on doit travailler en notre milieu pour élargir son horizon et propager le socialisme scientifique.

En dernier lieu, des étudiants ont émis la nécessité de s'associer aux organisations politiques, présentes à l'Université et dans d'autres lieux d'enseignement, qui veulent développer la stratégie révolutionnaire pour l'avènement du socialisme.

Le deuxième thème de la journée portait sur la riposte de la classe ouvrière et des masses populaires contre la loi Trudeau et la crise capitaliste. A cette occasion, plusieurs organismes populaires ont exposé leur point de vue. Étaient représentés aux ateliers; les comptoirs alimentaires, S.O.S. Garderie, et le comité logement St-Louis.

a) Les comptoirs alimentaires: Une personne ressource des comptoirs alimentaires a exposé les buts et objectifs de cet organisme. Nés dans le contexte de la crise inflationniste, les comptoirs sont un moyen que la classe ouvrière s'est donnée pour lutter contre la vie chère. De plus en plus les comptoirs se démarquent de la ligne réformiste du mouvement coopératif et développent leur autonomie face à la fédération



Assemblée Générale du Syndicat 1244, le 12 octobre. L'Assemblée a voté pour le débrayage.

LA MOBILISATION A L'U. DE M.

des magasins Coop. Un récent congrès d'orientation, tenu le 9, 10, 11 octobre a consolidé la tendance à l'autonomie face aux fournisseurs capitalistes et l'État bourgeois. Un texte produit par la L.C. (M-L) C. "Luttons pour des comptoirs de Lutte de Classes" a été adopté comme guide d'analyse et d'étude pour l'année à venir.

b) La question du logement: Une personne ressource du comité logement St-Louis a situé le problème actuel dans le secteur du logement. Il a précisé que les comités logements sont nés suite à l'inefficacité législative des Associations de locataires. Les comités logements, a-t-il signifié, regroupent des militants qui travaillent à la base avec les locataires en lutte conscients que la crise du logement est liée à l'offensive bourgeoise. Les locataires, aidés des "comités logements", coordonnent leurs activités avec d'autres associations défendant les intérêts du prolétariat. La personne ressource du comité logement St-Louis a lancé un appel spécial à se solidariser avec les locataires de Clermont Motor en participant aux lignes de piquetage de 4 heures à 5 heures, tous les jours, devant le concessionnaire Clermont Motor, rue St-Denis.

c) Garderies: une personne ressource.

Le comité de mobilisation invitait une personne ressource de SOS Garderies, qui a présenté un exposé sur la lutte que mène cette organisation.

Les grands thèmes de l'exposé situaient l'importance de cette lutte pour l'obtention de garderies populaires gérées par les parents par rapport à la lutte de la classe ouvrière contre la crise capitaliste. L'État bourgeois comprime ses dépenses dans l'ensemble des services, privant ainsi de larges masses des droits acquis, au profit de l'augmentation des cadeaux qu'il verse à la bourgeoisie sous forme de subventions directes où indirectes.

La discussion s'engageait

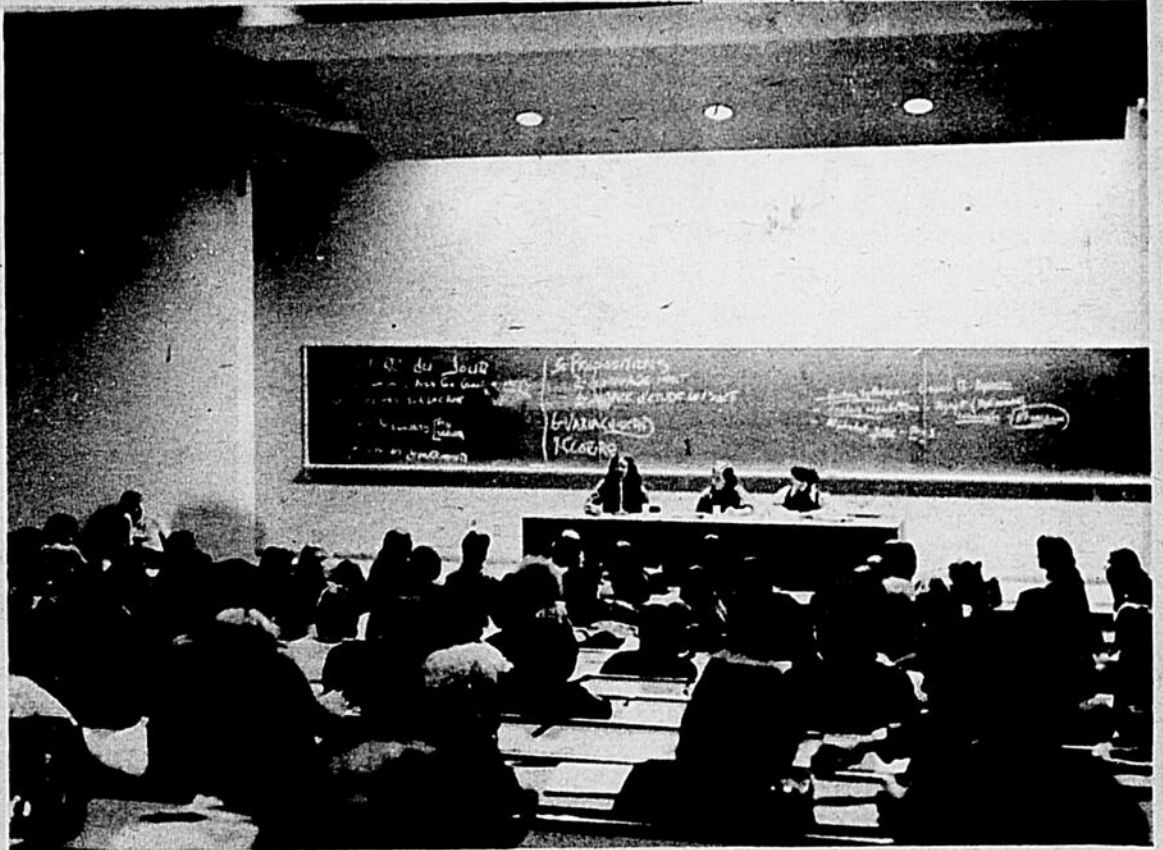
autour de ce qu'il fallait mettre de l'avant dans cette lutte. Des interventions du GMR, liaient cette lutte à celle des femmes contre leur oppression spécifique. Elles en situaient l'importance par rapport à la radicalisation des revendications des femmes dans la société. Le GMR met de l'avant la nécessité pour les femmes de se regrouper de façon autonome pour faire valoir leurs revendications spécifiques. Certaines interventions de la LCMLC argumentaient qu'il fallait situer cette lutte dans un cadre plus général, celui de la lutte des classes, celui de la lutte fondamentale entre les femmes, et les hommes, du prolétariat contre la bourgeoisie.

d) Les vidéos politiques: De 11 heures 30 à 1 heure 30, des vidéos politiques furent présentés, simultanément, dans le corridor principal des sciences-sociales.

Un vidéo portait sur le réformisme syndical et un deuxième sur la lutte des ouvriers de la Great Lake. Ces vidéos ont apporté des informations concrètes sur les luttes qui secouent le mouvement ouvrier et dont le milieu étudiant est, malheureusement, souvent éloigné. Donc, les vidéos présentés, s'inséraient activement dans le cadre de la préparation à la mobilisation du 14 octobre.

5-La journée historique du 14 octobre.

Des lignes de piquetage ont été érigées par les employés de l'Université de Montréal aux différents pavillons. Des étudiants ont renforcé les lignes de piquetage des employés jusqu'à vers 11 heures. A 11 heures 30, les étudiants et travailleurs se sont acheminés à leur point de ralliement pour la manifestation au Carré Viger 15.000 personnes; syndiqués, travailleurs, étudiants, groupes populaires étaient présents à cette manifestation. Plus de 150 étudiants marchaient sous la bannière de l'U. de M. en scandant des slogans tels que "TRAVAILLEURS, ÉTUDIANTS, SOLIDARITÉ.", "A BAS LES LOIS DE L'ÉTAT



Assemblée Générale des Étudiants de la F.A.S.

BOURGEOIS", "CONTRE LA LOI TRUDEAU, GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉ". A travers tout le Canada, plus d'un million de travailleurs ont dé-

brayé et manifesté dans les grands centres industriels du pays. Au Québec, environ 230.000 travailleurs ont fait la grève.

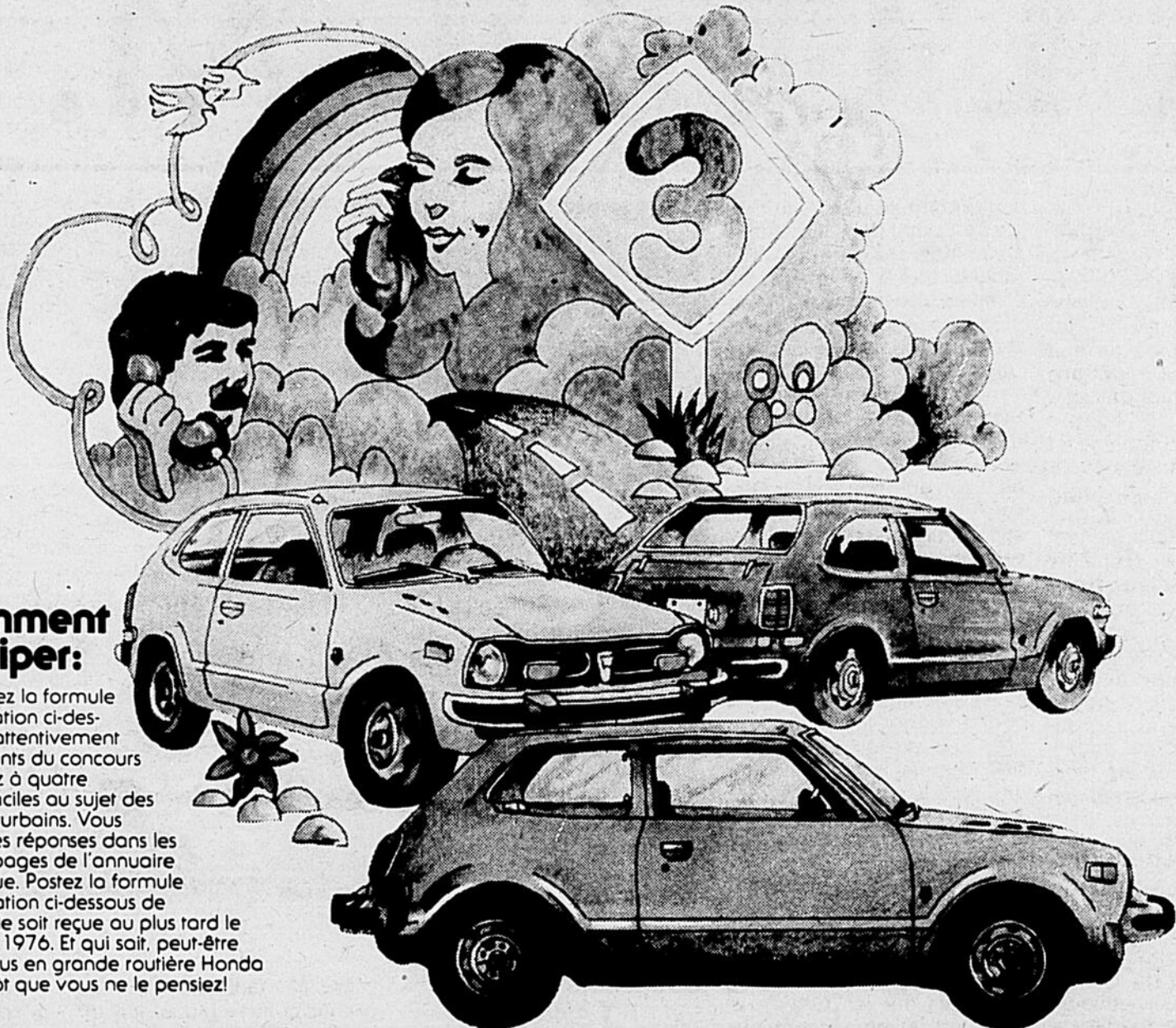
Dans le prochain numéro, le "Quartier Latin" fera un bilan des acquis de la journée historique du 14 octobre.

Jean Paquin



Assemblée Générale de la F.A.S. Vote majoritaire à l'adoption de la journée d'ateliers d'information du 13 et du débrayage, le 14.

GAGNEZ L'UNE DES TROIS HONDA CIVICS



Comment participer:

Remplissez la formule de participation ci-dessous. Lisez attentivement les règlements du concours et répondez à quatre questions faciles au sujet des appels interurbains. Vous trouverez les réponses dans les premières pages de l'annuaire téléphonique. Postez la formule de participation ci-dessous de façon qu'elle soit reçue au plus tard le 31 octobre 1976. Et qui sait, peut-être roulez-vous en grande routière Honda Civic plus tôt que vous ne le pensiez!

AU CONCOURS INTERURBAIN



Réseau Téléphonique Transcanadien

RÈGLEMENTS

1. Pour participer au concours, remplissez la formule de participation et répondez au questionnaire joint à la brochure puis envoyez-les à l'adresse suivante:

"CONCOURS INTERURBAIN"
D.P. 8109
Toronto, Ontario
M5W 1S8

Les réponses doivent nous parvenir au plus tard le 31 octobre 1976.
2. Il y aura trois gagnants. Chacun recevra une Honda Civic 1976 modèle 50A, sedan deux portières, équipée d'un moteur 1237 cm³, d'une transmission à 4 rapports synchronisés et de freins à disque assistés à l'avant. Les autres caractéristiques de la voiture sont: moquette, glaces teintées, dégivreur de lunette arrière, dispositif de chauffage-dégivreur à 2 vitesses à grand débit, orifice de remplissage du réservoir d'essence verrouillable, essuie-glace à 2 vitesses, odomètre journalier. Le prix de détail suggéré est de \$3.159.00 FAD pour la région de Toronto, mais les concessionnaires sont libres d'offrir les voitures à un prix inférieur. Ce prix ne comprend pas les frais de transport et d'immatriculation, et les taxes étant donné qu'ils varient selon les régions. Les voitures offertes doivent être acceptées telles quelles et il ne peut y avoir plus d'un gagnant par famille. Les frais d'immatriculation et d'assurance sont à la charge du gagnant. Les voitures sont livrées chez le concessionnaire Honda le plus près du domicile du gagnant au Canada.

3. Les juges du concours choisiront les gagnants parmi les concurrents dont la formule de participation a été correctement remplie. Les participants dont les noms ont été choisis et qui ont bien rempli le questionnaire auront à répondre, au cours d'un entretien téléphonique et dans un temps limité, à une question mettant leurs connaissances à l'épreuve avant d'être déclarés

gagnants. La décision des juges est sans appel. Les participants acceptent qu'on utilise leur nom, leur adresse et leur photographie à des fins publicitaires s'ils gagnent le concours.

4. Seuls les étudiants inscrits à temps plein ou à temps partiel dans une université ou un collège reconnu du Canada peuvent participer au concours à l'exception du personnel du Réseau Téléphonique Transcanadien, de ses agences de publicité et des membres du jury, ainsi que les membres de leur famille immédiate. Le concours est régi par les lois fédérales, provinciales et municipales.

FORMULE DE PARTICIPATION

Inscrivez vos réponses sur la formule de participation. Chaque participant ne peut remplir plus d'une formule. Envoyez la formule portant vos nom et adresse, ainsi que tous les autres renseignements requis, de façon qu'elle nous parvienne avant minuit le 31 octobre 1976.

RÉPONDEZ AUX QUESTIONS SUIVANTES

1. Lorsqu'on fait un appel interurbain, il est plus économique de: demander l'aide d'un téléphoniste. composer soi-même le numéro.

2. Pour économiser sur les frais d'interurbain, il faut faire un appel de personne à personne. faire un appel de numéro à numéro.

3. Selon votre annuaire téléphonique local, entre quelle heure et quelle heure, du lundi au samedi, pouvez-vous bénéficier des rabais les plus intéressants pour un appel que vous faites vous-même?

de a.m. à a.m., de
p.m. p.m., endroit où vous appelez:

à
(endroit où vous appelez)

Date de publication de votre annuaire:

4. Quelles sont les deux choses à ne pas oublier pour réduire de 60% vos frais interurbains?

(a)

(b)

NOM:

ADRESSE:

VILLE: CODE POSTAL:

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE:

(votre numéro ou celui où l'on peut vous joindre)
UNIVERSITÉ, FRÉQUENTÉE:

L'IMPORTANCE DE LA CRITIQUE ET DE L'AUTOCRITIQUE

"Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont la chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir des sentiers escarpés." (Marx, tiré de: *Etudions l'économie politique*, ed. du peuple Shangai, déc. 1975, p. 23).

Une démarche qui n'accepte pas d'emblée le principe fondamental de la critique et de l'autocritique, ne saurait être scientifique. Dans une optique qui tente de fuir la démarche de l'idéologie bourgeoise, celle de la science infuse, il ne saurait ni juste de refuser toute critique, ni juste d'en refuser les conséquences, l'autocritique.

L'esprit qui anime l'équipe du "QL" n'est pas toujours scientifique; plus souvent qu'autrement, l'idéalisme et le schématisme, voir même les basses intrigues politiques, remplacent le débat scientifique sur le contenu des articles; la critique est prise comme un affront, et l'autocritique ne se pratique jamais. Les citoyens du groupe trotskyste, le GMR, ne sont pas étrangers à ces agissements bourgeois, ils utilisent beaucoup plus les éléments de la fausse rumeur et de la calomnie pour faire de l'équipe un méchant nid de marxites-léninistes stalinien, que le débat politique.

"Le communiste qui se dirait tout simplement communiste parce qu'il aurait un certain nombre d'idées fondamentales toutes faites dans la tête, sans avoir achevé la besogne très sérieuse, très importante et très lourde de la recherche et de la critique de toutes choses, ne serait qu'un piètre communiste. Rien ne saurait être plus stérile qu'une telle attitude superficielle." (Lénine, tiré de:

L'internationale communiste et l'école de classe, éd. Maspero, p. 73).

Dans l'optique mise de l'avant par l'équipe depuis le rentrée de septembre, celle de lier davantage le QL au milieu universitaire, celle d'inviter constamment le milieu à se servir du QL comme instrument de lutte, dans l'optique aussi du principe selon lequel les articles publiés dans le QL n'expriment pas une vérité absolue coupée des masses, qu'ils sont ouverts à toute critique du milieu, je désire faire part aux lecteurs des principales critiques formulées à propos de la série d'articles sur la crise capitaliste et sur la grève générale du 14 octobre parus dans le "QL" des 27-9-76, 4-10-76, et du 12-10-76.

1. Il n'appartient pas à quelqu'un sur une base individuelle, de mettre de l'avant des mots d'ordres organisationnels. Cette attitude est caractéristique d'un individualisme petit-bourgeois incapable de se soumettre à une discipline de lutte organisée, et ne peut conduire ailleurs qu'à la confusion générale sur le sens des luttes à mener. Le premier article, sur les prix et salaires, en plus de présenter un contenu qui n'appelait pas à la mobilisation pour la grève, mettait de l'avant le mot d'ordre de l'organiser sans préciser ni comment, ni pourquoi.

Le fait d'avoir retiré les mots d'ordres du second article ne constitue pas en soi une reconnaissance de l'erreur, et dans une très large mesure, l'autocritique sur cette question ne sera complète que lorsque l'ensemble de l'équipe se penchera sur le rôle d'une collaboration individuelle au journal.

2. Dans le cadre de la lutte contre l'école capitaliste, le principal point de la ligne politique du QL, bien des choses restent à préciser. Il en est une qui au moins m'apparaît claire, c'est celle de la nécessité de lutter contre l'idéologie bourgeoise dans toutes ses manifestations. La connaissance de l'économie politique scientifique est à mon sens d'une importance capitale, en ce qu'elle démystifie la "science économique" de la bourgeoisie.

L'économie politique scientifique est une science de la lutte des classes, l'étude de l'économie politique scientifique est essentielle à la compréhension du déroule-

ment de la lutte des classes.

Il est une conception erronée qui laisse les questions d'économie politique aux seuls marxologues érudits, ceux qui ont lu et relu le Capital x fois, il est une autre conception erronée, qui découle de l'économisme, qui refuse aux masses les explications scientifiques, sous prétexte qu'elles ne peuvent pas les comprendre. Pour ma part j'adhère à la nécessité du débat, de l'étude et de la recherche scientifique comme moyen d'élever la conscience politique, sans pour autant prétendre posséder l'unique "ligne juste".

Claude Péclet

services-campus

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

(suite de l'assemblée du 25 mars 1976)

LE 20 OCTOBRE 1976

à 18.30 heures

AMPHI 'G' des SCIENCES SOCIALES

Ordre du jour

- 1- Election du président et du secrétaire d'assemblée
- 2- Adoption de l'ordre du jour
- 3- Adoption du précédent procès-verbal
- 4- Propositions du conseil d'administration
- 5- Propositions de l'assemblée générale
- 6- Adoption des Etats financiers 1975
- 7- Présentation des prévisions budgétaires 1976
- 8- Clôture

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS POLONAIS

Le 24 juin dernier, le gouvernement polonais décrétait une hausse de prix sur l'ensemble de la Pologne. Les prix de la viande et du poisson augmentaient de 67%, celui du beurre et du fromage de 50% et le sucre de 100%. Immédiatement après l'annonce de ces hausses, la classe ouvrière polonaise se révoltait pour riposter à ces hausses astronomiques de prix. Un large mouvement de grève stoppa la majorité des secteurs industriels et de violentes manifestations marquèrent ce large mouvement de révolte. "Dans la ville de Radom (à 100 km. de Varsovie), le siège du parti révisionniste a été incendié en signe de protestation par les manifestants, 24 voitures ont été brûlées, des magasins assaillis et des barricades érigées. La police de la nouvelle bourgeoisie a tué deux manifestants." (1) La lutte résolue des ouvriers polonais a forcé le gouvernement à retirer ses hausses de prix. Par la suite, il présenta de nouvelles hausses, mais beaucoup moins élevées cette fois. C'est là une grande victoire de la classe ouvrière polonaise contre la nouvelle bourgeoisie révisionniste et le social-impérialisme soviétique.

Les hausses que l'on a vu en Pologne sont une manifestation concrète de la politique d'exploitation et d'oppression que poursuit le social-impérialisme soviétique en Europe de l'Est. L'URSS, premier État socialiste dans l'histoire, est devenu un État social-impérialiste (i.e. socialiste en paroles, impérialiste dans les faits), suite à la prise du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens et brejnéviens qui ont usurpé la direction du Parti communiste et qui ont restauré le capitalisme voilà plus de vingt ans. Cette nouvelle bourgeoisie révisionniste poursuit une politique d'exploitation et d'oppression face au peuple soviétique. Ses visées hégémoniques la force à maintenir le peuple soviétique dans un état d'exploitation pour ainsi s'accroître ses préparatifs en vue d'une guerre. Pour tenter d'atténuer les effets de sa production de guerre sur la situation du peuple soviétique, les nouveaux TSARS cherchent de nouveaux terrains où ils pourront trouver le "pain et le beurre" nécessaire à l'alimentation du peuple. Ainsi, le social-impérialisme accentue son exploitation des richesses de ses "colonies" d'Europe de l'Est pour pallier à la mauvaise planification et aux piètres résultats de son économie. Mais, cette exploitation sans merci se heurte à la résistance des masses laborieuses. L'invasion de la Tchécoslovaquie, la révolution de 1970 et de 1976 en Pologne sont des manifestations de la résistance des peuples à l'agression et à la domination du social-impérialisme soviétique à l'intérieur des États de "son" marché

commun, le C.O.M.E.C.O.N.

Malgré la propagande qu'ils déversent comme étant "les amis" de tous les peuples épris de paix, les nouveaux tsars poursuivent leur politique impérialiste partout dans le monde. Les pays membres du "Conseil d'Aide économique mutuelle" (COMECON) sont, en fait, les piliers qui font fonctionner la machine de guerre soviétique. L'URSS, sous le couvert de cette "aide économique mutuelle", s'empare de la totalité de la production du zinc et du plomb de la Pologne, de l'uranium de la Tchécoslovaquie... Les pays du C.O.M.E.C.O.N. doivent comme la Bulgarie, exporter la majorité de sa production agricole à l'URSS et importer massivement les denrées alimentaires nécessaires au peuple de son pays. Cette "aide" est unilatérale et ne vise que le renforcement de l'URSS au détriment des peuples sous la coupole soviétique. Mais en URSS même, la résistance du peuple soviétique se développe. La classe ouvrière soviétique a une longue tradition de lutte, c'est elle qui la première a renversé le capitalisme et instauré un État de la dictature du prolétariat avec la Grande Révolution d'Octobre. Elle ne saurait accepter longtemps cette restauration de l'exploitation et de l'oppression opérée par la nouvelle bourgeoisie révisionniste, qui a trahi le marxisme-léninisme dans sa totalité.

Les hausses décrétées par la nouvelle bourgeoisie polonaise visent en dernière analyse, à faire payer à la classe ouvrière polonaise les préparatifs de guerre du social-impérialisme soviétique. L'URSS n'a pas respecté les accords économiques avec la Pologne quant à la livraison de grains, ce qui a amené la Pologne à se procurer du grain sur le marché mondial à des prix que les achats de l'URSS ont fait augmenter fortement. Parallèlement à la poursuite de son économie de guerre, l'URSS se retrouve dans un état où les mauvaises récoltes l'"obligent" à se procurer ces denrées sur le marché mondial, principalement aux États-Unis et au Canada. Mais, la classe ouvrière polonaise, qui a mené une lutte héroïque contre la fascisme et qui a renversé l'État bourgeois il y a plus de trente ans, a riposté à ces mesures en montrant à cette nouvelle bourgeoisie qu'elle n'acceptera plus l'exploitation et l'oppression dont elle est l'objet. Dans la lutte, la répression a été très forte. Plusieurs ouvriers ont été condamnés à des peines sévères d'emprisonnement. On voulait par ces condamnations mettre un terme au large mouvement de résistance qui se développe. Mais, contrairement à ce que les révisionnistes croyaient, ces mesures n'ont fait qu'accroître la résistance du prolétariat polonais et à montrer

le vrai visage des révisionnistes. Mais, cette lutte n'est pas terminée de là. La lutte pour démasquer le révisionnisme et ses agents dans le mouvement ouvrier est une lutte longue et difficile. De plus, la force répressive du social-impérialisme est forte, comme nous l'a montré l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

Mais cette force n'est qu'apparente. Le social-impérialisme est traversé par de graves contradictions. Sa volonté d'hégémonie se bute à une résistance de plus en plus forte des peuples et nations qui luttent résolument pour leur indépendance nationale. La récente fondation de la Section-République Démocratique Allemande du Parti communiste d'Allemagne (marxiste-léniniste) est un élément important de ce vaste mouvement de résistance. La lutte résolue des peuples et nations opprimées d'Europe de l'Est ne se termine pas avec la lutte que les ouvriers polonais ont livré contre les récentes hausses de prix. Ce n'est là qu'un développement de la lutte et non son aboutissement. Car la lutte générale des peuples de l'Europe de l'Est est une lutte à long terme pour en finir avec ce régime capitaliste et l'ordre bourgeois. Cette lutte doit se développer sous la direction d'un Parti communiste marxiste-léniniste et de la juste théorie marxiste-léniniste. De par l'oppression et la domination exercées par le social-impérialisme sur cette région du

monde, la lutte contre cette nouvelle bourgeoisie est doublement difficile. Car, cette nouvelle bourgeoisie tente de masquer son exploitation de la force de travail du prolétariat sous le couvert d'un pseudo-marxisme. Elle se pose comme digne continuateur du grand Lénine pour mieux tromper la classe ouvrière. Dans les faits, les révisionnistes ont trahi le marxisme-léninisme dans sa totalité et ont transformé l'État de dictature du prolétariat en une dictature bourgeoise. Leur fameux "état du peuple tout entier" n'est que pur duperie et n'a rien de marxiste. C'est en fait une trahison du marxisme-léninisme et un mensonge éhonté pour masquer la dictature bourgeoise restaurée. La lutte implacable contre le révisionnisme moderne, menée principalement par le Parti communiste chinois et par le Parti du Travail d'Albanie, est un grand support pour la lutte de tous les peuples contre la politique social-impérialiste des nouveaux TSARS. Dans cette lutte, le marxisme-léninisme se renforce. Il ne s'agit pas d'une "querelle dans le camp socialiste" comme veulent le prétendre les idéologues bourgeois, mais bien d'une lutte entre le marxisme-léninisme et l'idéologie bourgeoise véhiculée par les traîtres soviétiques.

En Chine, la lutte contre le révisionnisme est d'une grande importance pour l'avenir de l'édification du socialisme. Les traîtres au marxisme-léninisme,

Lin Piao, Liou Chao-chi, Teng Hsiao-ping, ont usé des mêmes tactiques que les révisionnistes soviétiques. Ils ont utilisé les citations du président Mao Tsé-toung pour mieux trahir le marxisme-léninisme et la pensée Mao Tsé-toung. Dans les faits, "ils utilisaient le drapeau rouge pour mieux combattre le drapeau rouge". Mais, ces procédés n'ont pas trompé le peuple chinois qui s'est mobilisé contre cette idéologie bourgeoise qui visait à opérer une restauration du capitalisme tout comme cela s'est passé en Union Soviétique et dans les pays d'Europe de l'Est.

Ici au Canada, l'agent du social-impérialisme soviétique, le pseudo-parti "communiste" du Canada agit de la même façon. Il se sert des citations du camarade Lénine pour mieux le répudier. Il croit qu'avec ces citations, avec son apparence révolutionnaire, le prolétariat canadien tombera dans son piège et qu'avec son appui, il pourra s'immiscer dans tous les paliers du gouvernement et ce au profit du social-impérialisme. Mais le prolétariat n'est pas dupe, et tout comme le prolétariat polonais, il va s'opposer à ces traîtres du marxisme-léninisme. Tous ces révisionnistes se retrouveront, en grande famille, dans le seul endroit où les masses les expédieront; aux poubelles de l'histoire.

par Martin Thériault.
(1) OCTOBRE - organe central du Parti Communiste Suisse marxiste-léniniste, no. 101, Août 1976, p.1.

Taux Annuels de croissance du revenu national, de la production industrielle et de la production agricole pendant les quatre quinquennats 1951-1955 (1) - 1956-1960 (2) - 1961-1965 (3) - 1966-1970 (4) - 1971-1975 (5)

PAYS	Revenu National					Production industrielle					Production agricole				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Bulgarie	12.2	9.6	6.7	8.7	8.0-8.5	13.7	15.9	11.7	10.9	9.2-9.9	6.4	5.7	3.2	3.4	3.2
Hongrie	5.7	6.0	4.5	6.8	5.4-5.7	13.2	7.6	7.5	6.0	5.7-6.0	3.8	0.5	1.2	2.8	2.8
R.D.A.	13.2	7.4	3.4	5.2	4.8-5.1	13.7	8.7	5.8	6.5	6.0-6.4	8.1	2.6	0.8	1.5	3.2
Pologne	8.6	6.6	6.2	6.0	6.6-6.8	16.2	9.9	8.5	8.4	8.2-8.5	1.0	3.7	2.8	1.8	3.9
Roumanie	14.2	6.6	9.1	7.7	11.0-12.0	15.1	10.9	13.8	11.8	11.0-12.2	10.1	1.1	2.5	1.9	8.3
Tchécoslovaquie	8.1	7.0	1.9	6.8	5.1	10.9	10.5	5.2	6.8	6.0-6.4	1.6	2.1	-0.6	4.9	2.7
URSS	11.3	9.2	6.5	7.2	6.5-7.0	13.2	10.4	8.6	8.5	7.3-7.9	4.1	6.0	2.3	3.9	4.0
Mongolie	--	--	4.0	3.9	5.4-5.9	5.7	16.2	9.8	9.3	8.9-9.3	-	-	-	-	4.1
Ensemble	10.7	8.4	6.0	7.3	6.0-6.5	13.6	10.1	8.3	8.3	7.5-8.0	4.0	4.8	2.2	3.8	3.7

Annuaire statistique du Comecon, 1971, p.55